

LE SAVANT ET LE MILITANT

Essai sur les relations entre les associations d'Éducation populaire et les sciences sociales 1945-1975

Jean-François Chosson

« CES CHOSES-LÀ sont rudes. Il faut, pour les comprendre, avoir fait des études... » Victor Hugo, *Les Pauvres Gens*
Commençons par le commencement, c'est-à-dire par la fin... Un récit autobiographique n'est pas, ne peut pas être un récit linéaire, plus ou moins livré au hasard de la mémoire. Il s'agit toujours d'une reconstruction imaginaire à partir des problèmes rencontrés par l'auteur dans sa situation actuelle et en même temps une démarche stratégique pour transformer cette situation.

Les conditions de production influencent l'ordre des mots et les mots sont des outils pour agir sur le monde.

Aussi, ce récit de vie sera, pour l'essentiel, le déroulement apparemment chronologique d'une histoire individuelle, mais celle-ci sera tou-

Itinéraires de recherche

Perspectives documentaires en éducation, n° 20, 1990

jours située dans l'aventure collective de l'association "Peuple et Culture" à laquelle j'ai participé, d'abord dans une région jusqu'en 1960, puis entre 1960 et 1975, au sein de l'équipe nationale. Actuellement Président de Peuple et Culture ⁽¹⁾ et maître de conférences à l'Institut National de Promotion Supérieure Agricole, j'essaie, avec plus ou moins de bonheur, de rester fidèle à l'esprit, sinon à la lettre, de la ligne directrice qui a fait l'originalité de cette association : concilier, pour les progrès des méthodes de formation des adultes et de l'action culturelle, l'apport des mouvements d'éducation populaire - plus largement des mouvements sociaux - les recherches formalisées émanant des laboratoires et les créations esthétiques.

Cette dialectique créatrice est au coeur de la problématique de Peuple et Culture, comme de mes recherches personnelles. Depuis 1945, ce Mouvement, dont j'assume provisoirement l'héritage, a joué un rôle décisif par l'élaboration d'une méthodologie de formation, l'Entraînement Mental, et la diffusion des sciences sociales dans le secteur d'intervention des mouvements d'éducation populaire, notamment par le canal de son Président-Fondateur, Joffre Dumazedier, Professeur émérite à l'Université de Paris V et sociologue. Les Universités d'Été de Peuple et Culture ont été entre 1950 et 1965 des semaines exaltantes, un lieu de rencontres fraternelles et passionnées entre militants, chercheurs et créateurs. Traitant de thèmes souvent inédits tels "l'esthétique de la vie quotidienne" et "planification et éducation populaire" à partir de grands problèmes de la société française, par exemple "l'aménagement du territoire", les Universités d'Été n'ont jamais été placées sous l'emprise d'un maître à penser ou d'une suprême théorie, mais par-delà les bruits et les fureurs de l'Histoire, elles ont constitué un lieu-dit où chacun construit son savoir en fonction d'un projet collectif intensément vécu : le combat obstiné contre les inégalités culturelles. Combat toujours recommencé où se côtoyaient ceux qui croyaient au ciel et ceux qui croyaient à la grande lueur venue de l'Est, les héritiers de Spartacus libérant la parole des déshérités et ceux de Condorcet répandant les lumières de la Raison. Apprendre avec passion... mais aussi avec plaisir. Les travaux en groupes restreints alternant avec des forums où aucun problème n'était tabou mais où chacun se devait d'élaborer une pensée suffisamment ferme pour que le dialogue soit fécond. Mais aussi plaisir des créations plastiques et musicales, des activités de pleine nature... et des séquences gastronomiques spontanées. Comme aurait dit Antonin Artaud, au cours de ces rencontres "le besoin de culture était une force identique à celle de la faim..."

Tel sera le thème directeur de cette note. Par-delà l'itinéraire personnel d'un acteur, ces universités d'été -et Peuple et Culture- ont-elles été la simple quête éperdue de la ferveur communiale des grands recommencements dans une association volontaire, ou bien la construction patiente et obstinée d'un modèle porteur d'avenir par l'élaboration d'un savoir résultant de la tension, de la contradiction permanente entre la recherche formalisée, la création esthétique et les mouvements sociaux. Tentons d'analyser à partir de quelques dates-clés, qui, à l'imitation des romans de Balzac, permettront de baliser un destin individuel au sein d'une épopée collective :

- 1940-1942 Uriage ou la rencontre inaugurale
- 1945-1960 Les sciences sociales au service du militant culturel
- 1960-1965 Les sciences sociales comme outils de gestion du changement culturel
- 1965-1975 Les sciences sociales comme instruments pour dévoiler les rapports de domination et le retour de l'acteur.

Uriage ou la rencontre fondatrice : savants-militants

Agé de douze ans en 1940 et élève, puis apprenti au Centre professionnel Michelin durant la guerre, je n'ai évidemment point participé à l'école d'Uriage, mais cette épopée a revêtu une telle importance symbolique à Peuple et Culture qu'il m'apparaît important de donner succinctement mon interprétation de ce morceau d'Histoire à l'heure où les polémiques font rage. "La trace d'un rêve est aussi importante que celle d'un pas...". Cette rencontre fondatrice savants-militants et technocrates a constitué à la fois un sur-moi particulièrement prégnant, un référentiel d'action collective donnant un sens aux actions concrètes, un réseau de relations parmi les modernisateurs et les créateurs, et peu à peu, en ce qui me concerne, une vision du monde, au sens hégélien, se substituant peu à peu à la vulgate marxiste dont j'étais imprégné. Mais si je n'ai point participé à cette abbaye de Thélème de l'éducation populaire, les références des pères fondateurs de Peuple et Culture trouvaient en moi des résonances fortes. Les roses rouges du Front Populaire, le départ des volontaires pour l'Espagne, la guerre et le déferlement des blindés allemands, la farouche résistance de la cité ouvrière où j'habitais et les lendemains tourmentés de la libération ont été vécus au premier degré

dans une famille très engagée où les événements étaient intensément commentés par mon père, militant syndicaliste et politique, représentant typique de cette élite ouvrière issue de l'artisanat coutelier de la région de Thiers, héritier de la tradition jaurésienne d'un socialisme ouvert et convivial.

Donc, si Uriage m'était conté... ou plus exactement, comment Uriage est devenu, entre 1950 et 1975, une idéologie, un ensemble de représentations et de valeurs qui ont peu à peu façonné un imaginaire et un comportement. Actuellement, la polémique fait rage entre historiens et acteurs. Le lecteur intéressé pourra toujours se reporter à l'abondante littérature. Limitons-nous à notre propos sans prétendre à l'objectivité totale. En 1940, la bataille de France est perdue. Les Allemands se préparent à envahir l'Angleterre, l'URSS étant toujours l'alliée des nazis, et les USA toujours dans l'expectative. Les modernisateurs s'accordent sur un constat très fondamental : la France a perdu la guerre parce qu'elle était restée un pays agricole et artisanal. Elle a été littéralement submergée par une nation qui a su se doter d'une industrie puissante et compétitive au service d'une idéologie délétère. Mais à partir de cette analyse initiale, les options stratégiques des modernisateurs vont diverger. Les uns, dirigés par Bichelonne et le clan dit des "jeunes cyclistes", considèrent qu'il convient de construire une France forte, dotée d'une industrie puissante, grâce à une planification à long terme conduite par l'Etat, dans le cadre de l'Europe nazie. Appuyés par l'amiral Darlan, les "jeunes cyclistes" s'opposent violemment aux corporatistes. Pour les autres, il faut utiliser les institutions mises en place par Vichy pour encadrer et former de nouvelles élites capables d'insuffler un sang neuf à ces institutions. L'Ecole des Cadres d'Uriage est fondée dans cette perspective. Pour son responsable, le capitaine Dunoyer de Segonzac, "il est nécessaire que le pays se reprenne avant de reprendre la lutte". Parmi les promoteurs, se trouvent des personnalités, telles Beuve-Méry, chargé du secteur international, le sociologue Chombart de Lauwe et des philosophes profondément opposés au parlementarisme décadent de la III^{ème} République et au totalitarisme marxiste. Mounier participe aux journées d'études doctrinales, Lacroix traite de Proudhon et de la participation décentralisée. Le bureau d'études pédagogiques est confié à Joffre Dumazedier, jeune enseignant, fils d'une brodeuse, veuve de guerre. Avant 1939, il a été influencé par le courant libertaire des Auberges de jeunesse. Partie prenante du combat des universités populaires, il en a apprécié les vertus et les limites, notamment la difficile rencontre entre enseignants et militants. Au plan universitaire, il a préparé un diplôme d'études

supérieures de linguistique avec Vendryès (1937-1938) sur les difficultés de compréhension des idées abstraites et la nécessité de recourir aux images concrètes en s'appuyant sur l'oeuvre d'Anatole France. A Uriage, il entreprend l'étude systématique des processus d'apprentissage intellectuel des adultes avec le soutien d'un jeune charpentier autodidacte, Bénigno Cacérés. A partir de 1941, l'Ecole d'Uriage recevra les promotions de futurs hauts-fonctionnaires de l'Etat Français.

Afin de rester dans l'axe de notre propos, nous nous contenterons de trois constats caractérisant cette période et en démontrant, semble-t-il, le mode inaugural :

- Pour la première fois, se trouvent réunis institutionnellement les philosophes de la troisième voie, issus du groupe Esprit, (les disciples d'Emmanuel Mounier et du personalisme chrétien), les modernisateurs influencés par les thèses planistes de Henri De Man revues et corrigées par les polytechniciens d'X Crise, et les proudhoniens, des militants des mouvements d'éducation populaire marqués "à gauche" mais désireux d'une action culturelle autonome vis-à-vis des partis et des syndicats. Schématiquement, il est possible d'affirmer que les modernisateurs ont trouvé leur base sociale et, inversement, les militants d'éducation populaire trouvent un débouché institutionnel qui ne doit rien à la politique politicienne.

- Uriage met à l'honneur les méthodes qui feront le succès du Plan. Ascétisme, rigueur, compétence sont les devises des dirigeants. Le sport et les exercices physiques sont pratiqués par tous et très régulièrement. Le sentiment dominant d'avoir été menés à la catastrophe par des politiciens médiocres et des administrateurs sclérosés conduit à promouvoir la formation de cadres sélectionnés sur leurs seuls mérites et leur capacité à travailler en équipe au service de la collectivité. Les méthodes du Plan sont expérimentées : travail en groupe, cercles d'études, apprentissage de la négociation... assortis de réflexions éthiques sur l'action publique en direction du développement économique. Les idées de Keynes commencent à percer sur le rôle de l'Etat-entrepreneur.

- Mais, autre idée-clé : le développement économique de la France ne peut être le seul fait d'une poignée de techniciens, fussent-ils compétents. Or, il est impossible de s'appuyer sur les partis qui, durant vingt ans, se sont entêtés à entrer dans l'avenir à reculons et ont l'oeil obstinément fixé sur les échéances électorales. Par ailleurs, les syndicats, fort légitimement, ne peuvent que défendre les intérêts de leurs mandants. De fait, les associations d'éducation populaire constitueront l'intermédiaire privilégié-

gié. Axées sur l'action culturelle, échappant aux inéluctables échéances électorales, elles pourront contribuer à forger ces nouvelles élites, issues du peuple et, en même temps, elles populariseront les objectifs à long terme d'un plan de développement élaboré en concertation avec les forces sociales. A Uriage, le bureau d'études pédagogiques expérimente les méthodes d'éducation par lesquelles "la raison deviendra populaire". Avec le sociologue Chombart de Lauwe, les méthodes d'enquête sociale sont perfectionnées. Avec Cacérès, le "Voir-Juger-Agir" de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne devient l'Entraînement Mental.

Ainsi, s'est créée, au fil des mois, une nouvelle chevalerie disposant d'une arme privilégiée pour partir à la conquête des masses populaires : la connaissance rationnelle des faits sociaux au service de l'action. Postulat : l'éducation populaire n'a pas pour seul objectif de permettre l'accession aux connaissances formalisées, mais elle doit surtout contribuer à l'acquisition de structures de réflexion et de méthodes d'analyse du réel".

L'Entraînement Mental mérite un sort particulier. Dumazedier et Cacérès ont analysé l'échec des universités populaires. Pour eux, si les ouvriers abandonnent les cours d'adultes, c'est parce qu'ils ne retrouvent point leurs préoccupations dans les conférences proposées. En étant optimistes, ces cours formaient des "célibataires de la culture", faux savants qui ne faisaient aucun lien entre leurs préoccupations et l'action au service de la classe ouvrière. "Partie de la vie, la culture doit retourner à la vie". L'acquisition systématique de structures de réflexion sera réalisée par un entraînement bâti selon la progression de la pédagogie sportive.

Dans l'atmosphère franciscaine d'Uriage, les exercices sportifs et les travaux intellectuels se succèdent. Les idées de Valéry sur l'acquisition de réflexes mentaux "qui font mieux que l'esprit le travail de l'esprit", sont mises en valeur. Mais peut-être faut-il aller chercher plus loin et plus haut. L'entraînement aux opérations mentales s'inscrit en droite ligne de la Logique de Port-Royal, le célèbre traité grâce auquel les pères Arnaud et Nicole initiaient les jeunes aristocrates à la rhétorique formelle. Faut-il voir là l'influence des philosophes Jean Lacroix et Lallement ? Désormais, les modèles de formation qui ont contribué à générer les philosophes des Lumières pourront aider à promouvoir des responsables d'éducation populaire qui sauront analyser et agir en se libérant des préjugés, des stéréotypes, des routines, pour participer aux mutations fondamentales de la société française lorsque sonnera l'heure de la Libération.

1945-1960 ou les sciences sociales au service du militant culturel

L'immédiat après-guerre est marqué par un événement très fondamental : la France accepte d'entrer dans l'ère industrielle. Alors que le devant de la scène politique est marqué par la forte présence du Général de Gaulle à la présidence du gouvernement provisoire, la cohabitation pas toujours sereine des trois partis issus de la Résistance, et la difficile mise en place des institutions de la IV^{ème} République, il se produit entre 1945 et 1947 une subtile mutation dans les allées discrètes du pouvoir : le clan des "modernisateurs" essaime dans les centres de décision les plus fondamentaux. Tout d'abord, Paul Delouvrier et Georges Paris travaillent avec Mendès-France dans l'éphémère Ministère de l'Economie Nationale destiné à avoir autorité sur l'ensemble de l'économie ; puis, à partir de 1947, ils rejoignent Georges Monnet et Dumont au Commissariat au Plan. Bloch-Lainé prend la direction du Trésor, Pierre Massé celle d'EDF-GDF, Louis Armand la SNCF, Lefauchaux les usines Renault. Il est important pour notre propos de marquer l'importance décisive de l'équipe du Commissariat au Plan et, plus largement, des modernisateurs pour la mise en place d'une politique économique concertée, sous l'autorité de l'Etat. La récente intronisation des cendres de Jean Monnet au Panthéon (1988) a été l'occasion du rappel du rôle historique joué par celui qui fut, entre 1942 et 1945, le principal artisan de l'industrie de guerre des USA. Monnet réunit une équipe légère et les objectifs pluriannuels définis par le Plan sont acceptés par le Conseil des Ministres du 3 janvier 1946. La voie est libre pour l'esprit d'Uriage.

A la même époque, Peuple et Culture, depuis Grenoble, lance son manifeste. "Partie de la vie, la culture doit retourner à la vie". Pour Dumazedier et Cacérés auxquels s'est joint un philosophe, Paul Lengrand, la laïcité n'est pas réductible à un dogme, c'est une attitude d'esprit faite à la fois d'ouverture et d'attachement à des valeurs fondamentales qui doivent imprégner tous les secteurs de la Nation : l'école, bien sûr, mais aussi l'armée, l'entreprise, la presse... par la promotion de nouvelles élites issues du peuple. Il est aisé de retrouver dans le manifeste de Peuple et Culture les thèmes du programme de la Résistance, inspirés par les catholiques de la revue *Esprit* ayant retenu les leçons du socialisme humaniste de De Man et de la présence des chrétiens dans le Siècle de Maritain. Ces associations adhèrent, ou vont adhérer à la Ligue de l'Enseignement, à la fois parce que leurs dirigeants se réclament de l'hu-

manisme laïc et aussi parce qu'ils sont bien décidés à renouveler l'état d'esprit de la "vieille maison"; cette volonté s'affirme, à partir de 1947, par l'arrivée de Joseph Rovani, ancien déporté et jeune journaliste, appartenant à la famille des chrétiens du groupe "Esprit" qui amorcent les voies d'un renouvellement prodigieux. Le souvenir des aumôniers encadrant les balillas fascistes de Mussolini, des prêtres bénissant les fusils des soldats maures de Franco, l'attitude ambiguë du Pape vis-à-vis du fascisme hitlérien ont conduit des militants catholiques à accepter l'idée de laïcité comme une valeur positive. En 1945, le père Declercq lance les "équipes enseignantes" qui affirment nettement leur volonté de militer pour un enseignement ouvert à tous, en respectant une nécessaire distinction entre l'engagement temporel et la sphère philosophique. Paul Vignaux, enseignant public, crée la tendance "Reconstruction" au sein de la CFTC et entreprend la longue marche qui conduira à la déconfessionnalisation de la centrale qui se réclame de la chrétienté. Des prêtres-ouvriers adhèrent à la CGT et, sur le plan local, en sont souvent les dirigeants influents. Poussé par cette base offensive, le MRP a accepté la référence à la laïcité dans la Constitution. Désormais, pour l'équipe dirigeante de Peuple et Culture, l'action culturelle s'enracine dans les pratiques sociales, ou plus exactement, dans une "critique de la vie quotidienne", titre de l'ouvrage d'Henri Lefebvre (1946) mettant en cause la politique culturelle du parti communiste orientée vers les valeurs consacrées. Lefebvre veut promouvoir une analyse de la "modernité", de la production accumulée entraînant une rupture radicale avec les problèmes quotidiens rencontrés par l'individu. Par ce décalage entre l'homme et ses produits, l'aliénation atteint un sommet. Lefebvre sera le seul philosophe marxiste reçu à la fois dans les milieux dirigeants de l'Action catholique et dans les mouvements d'éducation populaire non communistes. Son influence sera considérable à Peuple et Culture et dans les mouvements d'action catholique notamment la Jeunesse Agricole Chrétienne. Contrairement au dogme stalinien, ce n'est pas seulement en libérant les hommes des servitudes économiques que l'on assurera leur émancipation. Contrairement à la philosophie libérale, ce n'est pas seulement en accroissant les biens matériels que l'on garantira l'épanouissement du plus grand nombre. C'est en permettant à chacun de disposer d'armes intellectuelles qui soient des outils pour assumer son destin. Au sein du Bureau national de Peuple et Culture, Ginette Cacères représente cette tendance et par-delà les aléas du stalinisme, restera fidèle à l'équipe initiale. En ces années d'après-guerre, où toute la nation chante l'hymne à la productivité, les responsables de Peuple et Culture

mettent l'accent sur une pédagogie originale, l'entraînement à la maîtrise des opérations intellectuelles dans les situations de la vie quotidienne. La trilogie "Faits-Idées-Actes" est en concordance avec le "VOIR-JUGER-AGIR" de la JAC. Certes, les marxistes et les membres du P.C. sont très présents à Peuple et Culture, mais à côté d'eux les militants chrétiens n'hésitent pas à dénoncer les insuffisances du marxisme face aux problèmes fondamentaux de la vie privée. Analyser la vie dans toute sa complexité, pour déterminer un art de vivre, "un humanisme de combat", écrit Paul Lengrand. L'éducation populaire doit contribuer à former des citoyens conscients, mais aussi les aider à affronter les angoisses fondamentales de la destinée humaine.

Ma première rencontre avec Peuple et Culture s'effectue par la canal de la revue "DOC" (1947) où je découvre avec passion une autre façon d'aborder la culture. Alors militant des auberges de jeunesse, je suis chargé d'organiser les veillées culturelles à l'intention d'un public particulièrement hétérogène, traversé par les grands débats idéologiques de l'époque mais fraternellement réuni par des retours périodiques à la Nature-Mère et aux grands rythmes cosmogoniques, les "anarchistes tendres" dit Jean Giono. Notamment le n° 9 (1947) de DOC constituera, pour moi, une référence doctrinale très forte sur les méthodes et contenus de l'éducation populaire. Ce document fait le point sur les méthodes à utiliser pour l'éducation populaire. L'éditorial recommande, bien entendu, les techniques d'enquête, mais à condition que le militant procède avec une "sympathie agissante". Fait à souligner : la pratique de la pluridisciplinarité. L'approche ethnologique est développée par Marcel Maget, chef du laboratoire d'ethnographie française. "N'est-il pas souhaitable que les groupes, au lieu de céder aux aspirations incendiaires d'un narcissisme collectif, prennent une conscience plus exacte de leurs qualités et missions véritables ?". Albert Soboul développe le plan d'étude d'une communauté rurale. Il insiste sur le fait que les limites ne sont pas nécessairement celles des circonscriptions administratives. L'enquêteur ne doit pas s'arrêter aux apparences, mais aller jusqu'aux explications en multipliant les liaisons entre les facteurs physiques, économiques et humains. "A ce travail qui, bien souvent, prendra la forme d'un jeu, le jeune enquêteur aiguisera son esprit, fortifiera ses dons". G.H. Rivière, fondateur du Musée des Arts et Traditions Populaires, propose une monographie d'enquête sur l'habitat.

Mais c'est surtout l'utilisation de l'Entraînement Mental associant dans le même mouvement l'analyse de la société et les théories organisa-

trices permettant de dégager des principes d'action qui retiennent mon attention. Marcel Vigny, inspecteur de l'éducation populaire, donne des exemples de l'utilisation de la méthode auprès des jeunes ruraux et des formations expérimentales entreprises par Peuple et Culture à la Bourse du Travail de Grenoble. Depuis 1946, la méthode d'Entraînement Mental est expérimentée pour la formation des cadres syndicaux à la Bourse du Travail de Grenoble, puis, lorsque Peuple et Culture s'installe à Paris, en 1948, elle devient la méthode de base du Mouvement. Le manifeste de Peuple et Culture 1945 définit l'axe de réflexion des premiers animateurs. "Ce n'est ni la lecture du journal, ni la fréquentation du cinéma qui peuvent donner à l'esprit du travailleur la musculature mentale nécessaire pour parcourir et explorer les régions de la connaissance qui lui sont jusqu'ici restées inconnues. Sans faire renaître la rhétorique ou la scholastique, sans rabâcher la traditionnelle classe de français, il nous faut mettre à l'épreuve un véritable entraînement mental, approprié à l'esprit du travailleur". L'inventeur de la méthode, Joffre Dumazedier, fait expressément référence aux pédagogues modernes, mais surtout à Valéry et Alain. Ces deux auteurs proposent d'appliquer au domaine de l'esprit les principes élémentaires de l'éducation physique. Surtout, Dumazedier répond à la question essentielle : "Culture désintéressée ou culture pratique ?" "Question désuète", répond-il ! "La culture doit partir de la vie pour retourner à la vie. Aussi les aspects pratiques, scientifiques, philosophiques, littéraires, artistiques de la vie doivent apparaître tour à tour comme autant de fenêtres qui s'ouvrent sur une culture militante tendue vers une transformation du monde". La première formalisation de l'Entraînement Mental parue en 1946, s'inscrit dans cette perspective. Il s'agit d'une série d'exercices, centrés sur les problèmes rencontrés par les militants syndicaux et leur permettant d'acquérir les mécanismes de la description, de la définition, de l'organisation de l'action. J'en prends connaissance, en 1948, à l'occasion d'une session nationale des Auberges de la Jeunesse et j'essaie, avec plus ou moins de bonheur, d'utiliser cette méthode pour la conduite de cercles d'études.

En 1952, à l'issue d'un cheminement professionnel cahotique au cours duquel, par hasard, je passe le baccalauréat, je réussis au premier concours organisé par le Ministère de la Justice pour recruter des éducateurs de l'Education Surveillée. Au cours des six mois de stage au Centre d'Etudes et de Formation de l'Education Surveillée de Vaucresson, je rencontre Dumazedier et Cacérés qui apportaient leur contribution à cette nouvelle conquête de l'Ouest. J'assimile de manière plus systéma-

tique les méthodes d'enquête, les clubs de lecture... et l'Entraînement Mental, mais surtout les fondements idéologiques de Peuple et Culture, notamment l'autonomie résolument affirmée du mouvement culturel par rapport à l'action politique et syndicale. En 1953 je suis convoqué à la rencontre de Phalempin, organisée sur le thème "Télévision et éducation populaire" au cours de laquelle Roger Louis et Etienne Lalou, producteurs d'émissions, Cassirer de l'Unesco et l'équipe de Peuple et Culture effectuent une réflexion collective sur la pédagogie des premiers télé-clubs. En 1954, c'est la rencontre de Wegismont (Belgique) où les sociologues apparaissent ès qualité... Entre 1953 et 1960, au Centre d'Observation de Lyon, j'utilise les clubs de lecture, l'Entraînement Mental et les techniques de découverte du milieu auprès des publics de jeunes. Les résultats d'enquête sont publiés par la revue "Rééducation" et le bulletin de la Ligue de l'Enseignement.

A partir de 1955, au cours des Universités d'Eté, les discussions mettent en évidence l'utilisation de plus en plus systématique des sciences sociales par les militants. Dumazedier interroge : "Quelle est la grande question qui domine les sciences sociales ?" Réponse : c'est l'étude des rapports entre une situation sociale (structures - organisation - relations) et une situation culturelle (valeurs - représentations et attitudes de la population). "Ainsi les sciences sociales cherchent à étudier les déséquilibres entre les exigences culturelles d'une société en voie d'industrialisation et de normalisation et la culture vécue par les groupes, classes et société globale". Sous l'influence de "Peuple et Culture" les grandes fédérations entreprennent une série d'enquêtes :

- La Ligue de l'Enseignement réalise une importante étude nationale par questionnaire individuel visant à dégager "les conditions, les occasions et moyens actuels de l'éducation permanente", en même temps qu'à titre expérimental, elle accomplit une recherche qualitative dans une commune de la Dordogne.

- La Fédération des Maisons de Jeunes et de la Culture choisit un département témoin, la Marne, pour y faire "une étude au niveau des besoins culturels par rapport aux besoins de l'évolution industrielle".

- L'équipe rurale de Peuple et Culture, animée par Roger Eymard et Bossoutrot, analyse les niveaux de vie en milieu rural et publie des documents. Cette action s'inscrit dans l'air du temps : la Jeunesse Agricole Chrétienne aidée par les dominicains d'Economie et Humanisme lance une vaste recherche sur les conditions de vie des jeunes ruraux. Pour être reconnue officiellement, chaque section de la JAC doit effectuer

une enquête sur son village. L'idée commence à germer à Peuple et Culture. "Ces enquêtes gagneraient à être soutenues par des spécialistes des sciences sociales", et l'idée sous-jacente est la préparation d'un institut de recherches permanentes sur les conditions et les processus du développement optimum de la culture populaire, disposant d'un réseau de 200 à 300 enquêteurs spécialisés". La division du travail est en route !

1958-1968 ou les sciences sociales comme outil de gestion du changement social

En 1960, je suis muté à Paris pour assurer à Vaucresson l'enseignement des techniques et méthodes de l'éducation populaire tout en assumant les fonctions de chef de service au Centre d'Observation de Paris. Le Bureau national de Peuple et Culture m'ouvre ses portes à une époque décisive pour les mouvements d'éducation populaire. A l'heure où les événements d'Algérie tiennent le devant de la scène, les discrets modernisateurs de la haute administration sont directement représentés dans le premier gouvernement Debré par huit ministres "techniciens" qui s'ajoutent aux dix-sept parlementaires. Ce gouvernement arrivé au pouvoir dans des conditions confuses entreprend une politique hardie de promotion sociale par le vote de la loi Debré (1970), une action de grande ampleur dans le domaine de la culture "creuset identitaire de la Nation" et "dialogue sacré avec le créateur" selon le verbe lyrique d'André Malraux, une programmation systématique d'équipements socio-éducatifs sous la houlette de Maurice Herzog qui, par ailleurs, renoue institutionnellement le dialogue avec les associations en donnant un souffle nouveau au Haut Comité à la Jeunesse et à l'Education Populaire. Au Ministère de la Justice, Michelet, aidé par Rovin, entreprend la rénovation du système pénitentiaire. Pris à contre-pied, pour la plupart ancrés à gauche, les dirigeants des mouvements d'éducation populaire alternent entre les philippiques passionnées contre les condottieres de l'Algérie Française et la "participation" mystique gaullienne d'un peuple réconcilié avec une Nation lancée à bride abattue sur la voie du progrès.

Désormais, le changement s'avère radical. Les sciences sociales ne se limitent plus à être des instruments ou des techniques, mais elles tendent à prendre une place déterminante dans la formation des responsables des mouvements d'éducation populaire et, ainsi, à se substituer à la

formation proprement idéologique. Trois ordres de raisons apparaissent majeurs pour caractériser cette évolution :

Tout d'abord, des raisons d'ordre général. Le modèle nord-américain de la direction participative par les objectifs tend à s'imposer dans les sociétés lancées sur la voie de l'expansion, aussi bien dans les structures compétitives que dans les services de l'Etat. Il s'agit de programmer le développement en s'appuyant sur les données économiques, mais également de favoriser la participation par une approche plus objective des besoins sociaux ou culturels, puis d'impliquer les publics concernés par les techniques de psychologie sociale, notamment la dynamique de groupe.

Cette valorisation de la sociologie et de la psychologie sociale au service du développement est accentuée par le fait qu'elles sont reconnues comme disciplines universitaires, à partir de 1964.

Même si leur statut demeure inférieur aux disciplines plus anciennes comme l'histoire ou la psychologie, elles n'en deviennent pas moins des connaissances reconnues par des diplômés et habilitées à déterminer un champ scientifique destiné à conquérir de nouveaux territoires de la connaissance. De plus en plus, les décideurs demandent aux sociologues de les aider à déterminer les politiques sociales qui doivent accompagner le développement économique.

En France, dans les secteurs publics et privés, nous assistons à la renaissance de la mystique du Plan. Le quatrième Plan (1962 - 1965) marque l'événement de la politique gaullienne de l'"ardente obligation", sous l'impulsion de Pierre Massé qui souhaite "tracer les routes géographiques du futur" en fonction d'une "vision moins partielle de l'homme" qu'un économisme à courte vue.

L'accent sera mis sur les équipements sociaux et culturels pour accompagner la politique économique dans la grande bataille du Marché Commun. Les fonctionnaires du Plan s'adressent aux sociologues pour leur demander de les informer sur les besoins des différentes catégories sociales. Des organismes d'études para-étatiques sont créés pour promouvoir une coordination de recherches en sciences sociales, susceptibles d'éclairer les "décideurs" du Plan et des grandes administrations. La sociologie tend à devenir la science de synthèse unifiant l'apport des anthropologues, des psychologues et même des économistes accusés de vision réductrice. Par ailleurs, à tous les échelons, la discussion en groupe est valorisée. Le véritable "manager" n'est plus celui qui décide souverainement et effectue la répartition du travail en fonction de catégories

hiérarchisées, mais celui qui sait utiliser l'énergie des groupes au service d'objectifs négociés. La dynamique de groupe devient le point de passage obligé de la formation des "leaders", voire de tout acteur du secteur public ou privé désireux de déceler et maîtriser les processus affectifs qui favorisent ou inhibent la marche d'un groupe vers un consensus pour des décisions ajustées. Partie des laboratoires américains, la pédagogie des groupes restreints introduit les expériences communielles sur fond de narcissisme abstrait.

Au sein de la commission culturelle, l'on assiste à une renaissance de l'esprit et des méthodes d'Uriage. En effet, comme à Uriage, se produit une rencontre entre trois catégories de personnes :

- Une tendance que l'on peut qualifier de "technocratique" ou de moderniste, dans la mesure où elle réunit des hauts fonctionnaires ou des techniciens du privé désireux de renouveler la vie démocratique en diminuant les prérogatives du Parlement, en donnant priorité aux instances réunissant les acteurs économiques et sociaux, tels le Conseil Economique, le Plan ou les comités d'expansion.

- Une deuxième tendance regroupe les personnalistes chrétiens qui n'avaient jamais accepté le parlementarisme médiocre des III^e et IV^e Républiques, notamment l'enlisement dans le débat politique basé sur la prédominance de l'appareil des partis. Entre 1940 et 1942, ils avaient espéré participer à la formation de nouvelles élites recrutées sur des qualités de rigueur morale alliée à la compétence technique. Puis, sous la IV^e République, ils s'étaient éloignés de la politique active pour militer dans les mouvements d'éducation populaire. L'itinéraire de Jacques Delors est significatif. Militant du syndicat CFTC des employés de banque, il appartient à la tendance "Reconstruction" pour la déconfessionnalisation, puis il opte pour l'association "Vie nouvelle" où il fait connaître les méthodes de la planification démocratique. Il est le principal responsable de la politique de développement culturel du IV^e Plan.

- Enfin, une troisième catégorie regroupait les "populistes", syndicalistes et dirigeants d'éducation populaire estimant qu'une authentique rénovation des élites ne peut se produire qu'à partir d'une assise sociologique la plus large possible, en faisant place notamment à ceux qui avaient su allier la réflexion, l'expérience du secteur productif et l'action militante. Pour l'essentiel, ce sont la "deuxième gauche", pour le moment sans débouché politique, et Dumazedier, appuyé sur la mouvance de "Peuple et Culture" qui représentent cette tendance. Entre 1960 et 1968 les travaux du Plan constitueront l'axe de réflexion des Universités d'Eté et

des journées de formation des responsables de Peuple et Culture à la préparation desquelles je suis, bien entendu, associé.

Dans le secteur de l'éducation populaire, la mise en place du Fonds pour la Jeunesse et l'Education Populaire (FONJEP, 1964) pour la rémunération des personnels permet une politique systématique de recrutement et de formation des permanents. Au sein des associations se produit une véritable mutation culturelle : dans les années 60, l'influence des sciences sociales devient déterminante et se substitue peu à peu à toute réflexion philosophique. Les idéologues sont fustigés et accusés d'entrer dans l'avenir à reculons. Désormais, l'animateur, grâce à la sociologie, analysera les véritables besoins sociaux et pourra évaluer sereinement les résultats indépendamment de tout jugement de valeur. Par ailleurs, la notion de "non-directivité" s'impose : celui qui prétend animer un groupe doit limiter son rôle à élucider les obstacles affectifs ou rationnels, s'efforcer d'adopter une attitude compréhensive en facilitant les échanges, maintenir une atmosphère permissive excluant tout jugement de valeur. Peut-être a-t-on assisté, au cours de cette période, à une homogénéisation des différentes familles idéologiques soucieuses de ne point trop paraître attardées sur le plan de la modernisation, point de passage obligé pour participer à une société qui "ignore les grandes illusions comme les grands désespoirs (R. Aron). Autrement dit, grâce aux sciences sociales, le responsable de mouvement d'éducation populaire, devenu un professionnel de l'animation socioculturelle, peut proposer des issues positives grâce à la maîtrise des processus historiques. La notion de développement culturel s'impose : par la sociologie et la psychologie sociale, l'animateur possédera les clefs d'un changement social désormais maîtrisé, sur le modèle des sciences économiques, devenues sciences de la prévision. Le Colloque de Bourges sur le développement culturel (1964), organisé conjointement par le Ministère de la Culture, l'Association pour l'Expansion de la Recherche Scientifique et Peuple et Culture, marque l'apogée de cette politique.

Ainsi, entre 1958 et 1968, la planification devient un terrain alternatif pour la "nouvelle gauche" et pour les responsables des mouvements d'éducation populaire, notamment Peuple et Culture, qui retrouve le lobby d'Uriage, non plus dans les allées du pouvoir, mais au coeur de la politique modernisatrice. Une idéologie commune se dessine entre les technocrates modernistes de l'appareil d'Etat et les modernes militants des associations volontaires. La croyance dans les vertus illimitées des sciences sociales se répand à la mesure de la volonté de puissance des

nouveaux conseillers du Prince, c'est-à-dire les sociologues et les psychosociologues. Militants modernistes et "politiques-techniciens" ont un point commun : l'éducation populaire n'a que faire des contenus, des savoirs. Tout est dans la relation, l'acceptation inconditionnelle de l'autre, l'assomption des groupes par la disparition des dirigeants messianiques. Par définition, la non-directivité doit être imposée à tous. Toute idéologie est manipulatrice, portée par des individus retors dont la volonté charismatique se pare des oripeaux de la démocratie. Les sciences sociales sont neutres, portées par des animateurs empathiques, au service de la communauté. La commission "Réflexions pour 1985" recommande le recrutement de 50 000 animateurs dans les 20 années à venir.

Certes, le débat a été fort vif à l'intérieur même des associations. Il se polarise notamment autour de la création du Fonds pour la Jeunesse et l'Education Populaire (FONJEP) créé en 1964. Contradiction de l'Histoire ! Le parti dominant n'avait dans sa mouvance ni mouvement de jeunes, ni association d'éducation populaire pour assurer un relais auprès de l'opinion publique. De bon coeur, souvent à contre-cœur, il fallait bien accepter ceux qui existaient. D'autre part, les dirigeants des associations pouvaient-ils limiter leur stratégie à celle des partis de gauche entre un P.C. n'ayant jamais fait le pas de la déstalinisation, une SFIO associant une idéologie de musée et un pragmatisme sordide, un PSU livré aux conflits internes dès la fin de la guerre d'Algérie contre laquelle il avait courageusement combattu ? En fait, le Groupe d'Etudes et de Rencontres des Organismes de Jeunesse et d'Education Populaire (GEROJEP), fondé aux lendemains de mai 1958 pour s'opposer aux tentatives supposées des putschistes, n'hésite guère. Présidé par Pierre Mauroy en 1965, ses membres prennent part avec intérêt à des débats dont ils découvrent l'ampleur et la fécondité. La participation aux commissions du Plan donne le sentiment de découvrir un nouveau monde d'où serait bannie la peur ancestrale de la misère, du chômage, de l'ignorance... un monde où le seul problème serait celui de la culture, l'affrontement avec les angoisses fondamentales, "le sexe, le sang et la mort..." nous dit André Malraux, grâce auquel le lyrisme se confond avec le pouvoir. Foin de la politique politicienne rangée aux magasins des accessoires d'un théâtre d'ombres. Les vrais penseurs de l'avenir sont Fourastié, Massé, Aron, de Jouvenel... Ils nous ouvrent les voies de demain, porteuses des nouvelles prophéties culturelles de la civilisation des loisirs dont les animateurs socioculturels seront les agents efficaces, conciliant les vertus patientes de la structuration des groupes sans âme et le bonheur climatisé émanant des méthodes non-directives.

Le lecteur patient aura sans doute compris, à la lecture des pages précédentes, que le récit ne cèle point son caractère subjectif. Emanant d'un acteur impliqué, reflétant hésitations, contradictions et exaltations passionnées, il ne prétend point à une quelconque distance vis-à-vis de l'objet, mais vise à proposer les éléments d'un débat au cours duquel la vérité -si elle existe- émanera d'une pluralité de regards.

En 1960, j'anime une session Entraînement Mental à l'Université d'été de Peuple et Culture et je voisine avec un stage "Sciences sociales appliquées à l'éducation", animé par Joffre Dumazedier et Marie-Françoise Lenfant, chargée de recherche au CNRS. Les sociologues sont majoritaires parmi les participants, et la méthodologie utilisée est celle de l'Entraînement Mental, autrement dit : "mieux connaître le public pour mieux agir". D'emblée, la convergence est affirmée entre sociologues et chercheurs :

- Les sociologues veulent émerger d'une conception positiviste de la sociologie considérant les faits sociaux comme des choses, pour effectuer une recherche sur les actes sociaux, l'étude des tendances et attitudes novatrices plus que des comportements moyens.

- Les éducateurs, de leur côté, souhaitent développer une action plus coordonnée, planifier en prévoyant l'avenir, contrôler les résultats. Cette double évolution conduit à mieux définir les tâches de l'éducateur et du sociologue, afin de déterminer deux fonctions qui, désormais, doivent être disjointes.

- Il s'agit de faire de l'éducateur un allié du sociologue. Il déterminera des hypothèses de description et d'explication du milieu réel, des objectifs d'action et des dispositifs d'expérimentation.

- Le sociologue sera un observateur de l'action par une meilleure connaissance des publics, des processus, des résultats.

Une nouvelle étape est franchie en 1961 avec la parution de la brochure *Planification et éducation populaire*. Après un rappel des principaux déséquilibres culturels de la société française et des nouveaux partenaires, en particulier les entreprises, les auteurs insistent sur la nécessité de planifier l'éducation populaire en fonction du développement économique. Pour cela, il convient de :

- Rechercher une meilleure coordination entre les actions et les télécommunications.

- Etablir des rapports nouveaux entre :
 - . le secteur commercial et le secteur non-commercial ;
 - . l'Etat et les associations ;
 - . les institutions de recherche, l'Etat et les associations.

Il sera donc nécessaire de :

- Déterminer un plan de développement de l'expansion des activités socio-culturelles qui devra être reconnu comme aussi important que le plan économique.

- Créer une instance de coordination auprès du Haut-Comité et du Commissariat au Plan.

- Fonder un institut de recherche et une école normale supérieure de l'éducation populaire.

La distinction est clairement établie entre le sociologue, chargé de conduire un travail scientifique, tenu d'observer une méthode rigoureuse, et l'éducateur qui utilise les données pour faire progresser le statut de l'éducation populaire. Mais, idée novatrice et significative, une place est faite pour une troisième catégorie, dite celle du "poète", qui se fie à son intuition et n'éprouve pas le besoin d'utiliser les sciences sociales.

Cette nouvelle apparition du sociologue dans le champ de l'action éducative reçoit son application dans deux créations privilégiées :

Tout d'abord, le Bureau d'Application des Sciences Sociales et d'Education Populaire pour l'Industrie (BASSEPI). Des participants aux universités d'été, notamment Vattier, Moussay, Raimond, mettent l'accent sur l'évolution du secteur industriel vers une fonction "formation" de plus en plus structurée. Dès 1962, neuf ans avant la loi de 1971, *Peuple et Culture* jette aussi des liens fonctionnels entre l'entreprise et l'éducation populaire. Par ailleurs, à *Peuple et Culture*, la commission "Habitat" milite pour un syndicalisme de participation dans les villes nouvelles, afin que les habitants puissent directement influencer l'organisation de leur cadre de vie.

Personnellement, j'apporte ma pierre à l'édifice fonctionnaliste en participant à la rédaction d'un ouvrage collectif sur "la formation de l'éducateur" (1964) et en rédigeant deux brochures sur "l'attitude non-directive et l'animation des groupes d'adultes" et "la collaboration de l'animateur et du sociologue dans une perspective de changement social" par-delà les inévitables articles sur l'Entraînement Mental. Comme beaucoup de militants d'éducation populaire, mon imaginaire social était dominé par le caractère homogène et stable d'une expansion écono-

mique illimitée et la croyance dans les vertus non moins illimitées des sciences humaines pour remplacer le gouvernement des hommes par la gestion du changement social. La rationalité planificatrice se voulait ignorante des mythes qui font l'histoire, du social traversé par le symbolique, des passions alliées à l'imaginaire qui forcent le destin. La fonctionnalité animatrice remplaçait l'utopie militante. Deux textes montrent le chemin parcouru. En 1947, dans la revue *Peuple et Culture*, Dumazedier signait un article intitulé "Le Militant d'éducation populaire", où l'on peut lire notamment : "Il ne s'agit pas de faire descendre on ne sait quelle haute science sur le front des ouvriers ou des paysans, mais bien plutôt de faire s'épanouir la vie de l'homme en une vraie culture... Vain et néfaste ce mouvement de "l'éducateur qui va au peuple": il faut vivre avec eux, aller sur le stade avec le footballeur, partager la randonnée du jeune employé des Auberges, s'associer aux paysans dans les travaux des champs... Rester peuple dans notre vie pour l'être dans notre culture..." En 1962, l'auteur traite de la maîtrise de l'avenir par le moyen d'un développement culturel planifié. "Au XXe siècle, l'utopie est scientifique ou elle n'est pas. Prévision et planification sont peut-être les premiers traits de cette nouvelle utopie, de cette utopie concrète. Il faut mener de pair recherche et expansion".

La distance établie est fondamentale, entre la parole partagée et la parole scientifique. Pour combien de temps ?

1968-1975 ou les sciences sociales comme instruments pour dévoiler les rapports de domination et le retour de l'acteur

Les événements de Mai 1968 allaient brutalement remettre en cause l'armature conceptuelle forgée dans les années 60. Alors que les équipements culturels, conformément au Plan, quadrillent le pays en fonction de normes dûment quantifiées, alors que les écoles d'animateurs commencent à sortir des contingents de professionnels, que la loi congés-cadres jeunesse favorise la formation de bénévoles, l'on assiste, à l'issue des journées de Mai 1968, au retour en force des sciences sociales critiques et des idéologies qui remettent en cause les schémas fonctionnalistes des années 60. Ce sont d'abord les fidèles d'Althusser qui sonnent la charge au nom de la lutte contre l'appareil idéologique d'Etat. A leur suite, l'école sociologique de Bourdieu dévoile les mécanismes d'une

inexorable "reproduction" ou les privilèges des "héritiers". Foucault dénonce l'éminente perversité de tous les pouvoirs et, par la méthode généalogique, les conditions de production des discours dominants. Sartre radicalise ses positions en invitant à la découverte des vertus morales de la révolution culturelle chinoise. Désormais, la sociologie dominante s'attache à dévoiler les mécanismes subtils par lesquels la classe bourgeoise transmet ses normes, ses valeurs, ses modèles. La politique de développement culturel harmonisée est dénoncée comme une pratique réformiste. Par ailleurs, la dynamique de groupe, chaleureuse et empathique, laisse place aux affrontements et aux déchirements provoqués par les "institutionnalistes", fidèles de Lapassade, désireux de dénoncer les manipulations et les répressions masquées par des conflits provocateurs. D'autre part, le discours idéologique revient en force, sous la forme des constellations gauchistes qui remettent en cause les bureaucraties héritières du centralisme de la révolution d'Octobre. Les enfants de Mao entreprennent des actions spectaculaires en direction des catégories les plus défavorisées : O.S., immigrés, habitants des bidonvilles. Les nouveaux mouvements sociaux - féministes, minorités sexuelles, régionalistes, écologistes développent leur action en dehors des schémas consacrés, avec l'appui des sociologues des mouvements sociaux, plateforme intellectuelle où militants et chercheurs tentent de déterminer les luttes qui se révèlent fondamentales pour l'émancipation des masses populaires.

Le discours de la sociologie subit une double fracture :

- d'une part, il se fragmente en fonction des idéologies sous-jacentes ;
- et, d'autre part, le découpage de la sociologie s'accroît en fonction des nécessités de la recherche tendant à isoler un "objet" dûment caractérisé, mais également en fonction des territoires des maîtres à penser. Après le découpage dans l'espace (sociologie urbaine - rurale), dans le temps (travail - loisir - éducation), des découpages verticaux apparaissent (organisation - mobilité sociale). La sociologie offre un miroir brisé aux interrogations des militants sur l'évolution sociale. Période d'intense désarroi pour les responsables du secteur associatif. Au cours des années 60, le discours idéologique avait perdu de sa force au point de ne devenir qu'une référence lointaine et contradictoire. Il avait été partiellement remplacé par la notion consensuelle d'animation socio-culturelle, basée sur une politique d'équipements normalisés, animés par du personnel permanent. Le discours de la sociologie fonctionnaliste et de la dynamique de groupe "rose" est brutalement remplacé par un discours critique

accompagnant les stratégies spontanéistes des mouvements sociaux. A peine frais émoulus de leurs écoles, les néoanimateurs se trouvent sommés de choisir entre la politique réformiste de leurs aînés n'osant plus faire référence à des idéologies en voie de reconversion, et les nouveaux modèles d'action basés sur l'improvisation créatrice, assortie du vocabulaire des sciences sociales critiques.

Il est permis de se demander si ce n'est pas au cours de cette période que les grandes associations de jeunesse et d'éducation populaire ont vécu leur traversée du désert idéologique, source de repliement, d'absence de visée stratégique, et dont elles commencent à émerger à l'heure actuelle. La génération des années 45-50, socialisée par le travail, formée par l'action et dans l'action à partir d'idéologies fortes, s'est trouvée aux prises avec une nouvelle génération, socialisée par l'école, ayant rencontré sur sa route des théories vidées de leurs références idéologiques, puis placés brutalement sous l'emprise des idéologies millénaristes ou radicales des nouveaux mouvements sociaux. Certes, à terme, les mouvements féministes, régionalistes, écologistes ont durablement fécondé (positivement...) les institutions et les lois mais, dans un premier temps, ils ont mis à mal les références des Anciens sans proposer de modèles d'action stratégiques aux Modernes. Certaines grandes associations ont failli être rayées de la carte, par la fuite en avant ; d'autres se sont crispées sur une idéologie de musée, d'autres encore ont vu apparaître une nouvelle génération de responsables sans mémoire collective où puiser des forces. A tel point que la "crise" du mouvement associatif devenait un lieu commun. Certes, le mois de Mai 68 a considérablement enrichi le débat mais il le rend encore plus confus par l'irruption d'un pôle que, faute de mieux, nous nommerons "lyrico-spontanéiste" et qui s'est organisé autour de trois thèmes dominants :

- L'animateur doit créer pour le peuple, avec le peuple, lui faire découvrir sa spontanéité créatrice par des provocations qui démasqueront les rapports de pouvoir, les censures, les interdits... Il faut susciter des créations collectives qui s'affirment dans des formes éphémères et, par-delà, irrécupérables par des institutions, des musées, des théâtres.

- Deuxième axe : priorité à la parole conquise sur la parole donnée. Il n'existe pas des individus qui "savent" et d'autres qui "ne savent pas". Chacun possède un capital d'expériences et de savoirs accumulés, et il n'y a pas de hiérarchie à instituer dans la communication pour la transmission des connaissances. Seul l'échange égalitaire permet de connaître, au sens étymologique : "naître avec". Le forum a été la forme privilégiée de

cette prise de parole communautaire, de ce combat contre l'ordre culturel établi.

- Troisième thème : la fête, la fête dionysiaque, sensuelle et lyrique contre la raison appollinienne, contre la société industrielle dominatrice du Tiers-Monde. La fête, c'est la libération du "corps-pour-jour" aux dépens du "corps-instrument de travail". Les slogans couvrent les murs, depuis le banal "Jouis !..." jusqu'à l'évocation d'un monde nouveau qui surgira des communautés fraternelles : "Sous les pavés, il y a la plage..." Inutile de faire appel aux acteurs expérimentés : leur parole est influencée, pour ne pas dire colonisée, par les normes culturelles issues de la classe dominante. Tel une éponge, l'animateur ne peut que subir les déterminismes... et, bien évidemment, l'Entraînement Mental est rangé aux accessoires des objets devenus désuets.

Les grandes associations d'éducation populaire voient leurs modalités d'action brutalement remises en cause par l'apparition de groupes spontanés utilisant volontiers la provocation, ne disposant évidemment pas de permanents, ni d'appareils, et agissant en fonction de leur seul potentiel militant. Ces groupes sont porteurs des nouvelles valeurs individuelles apparues durant les nuits de Mai et qui, jusqu'ici, n'avaient guère été prises en compte par la classe politique. Les féministes du MLF envahissent le Palais de Justice pour réclamer le droit à l'avortement ; les écologistes montent à l'assaut des centrales nucléaires ; les minorités sexuelles, raciales, religieuses, manifestent leur droit à la différence par des actions ouvrant des horizons nouveaux à l'imaginaire collectif. Les affiches de Mai et les écrits iconoclastes de Hara-Kiri ou de Charlie-Hebdo séduisent jeunes lycéens et apprentis. "L'establishment" de l'éducation populaire, poussé par sa base, est, bien entendu, tenté de s'engager dans cette voie, mais est-il possible d'envahir le Palais de Justice, de faire cause commune avec les "écologes", lorsque l'association dispose de postes FONJEP, de subventions, voire d'une école d'animateurs, sous les auspices d'un Secrétaire d'Etat de la Jeunesse qui en découd allègrement avec les Maisons des Jeunes et, visiblement, n'a nulle envie de contribuer à enrichir l'imaginaire collectif et d'un Ministre de la Culture tentant de résister vaillamment à la clameur vengeresse des "biens-pensants" ?...

Le développement culturel à base de planification concertée, enfant des fils d'Emmanuel Mounier et des marxistes repentis, est mort quelque part entre la Bastille et le Quartier Latin, dans l'indifférence générale. La controverse idéologique reprend toute sa force, trouvant une vigueur renouvelée dans l'analyse des événements de Mai 68. Aucune Eglise n'est

épargnée par une vague contestataire remettant en cause les dogmes et les structures. Les thèses maoïstes, trotskistes, anarchistes s'affrontent, s'excluent, se déchirent, mais manifestent une vibrante unanimité pour vilipender l'attitude réformiste des partis de gauche. La politique de cogestion est dénoncée par les néo-animateurs. Les anciens du Plan avec Jacques Delors amorcent une mutation intellectuelle les conduisant deux ou trois ans plus tard jusqu'aux charmes discrets de la Nouvelle Société, puis aux destins nationaux et planétaires. Les syndicats saisissent l'opportunité des Nuits de Grenelle pour faire accepter l'accord de 1970, puis la loi de 1971 sur la formation professionnelle, dans le cadre de l'éducation permanente. En revanche, ils ne se sentent point concernés par le violent conflit entre le pouvoir et la fédération des Maisons des Jeunes. Les "suprêmes théories" de l'animation socio-culturelle s'effondrent dans le bouillonnement de forums quelquefois imaginatifs. Le sociologue "conseiller du Prince" disparaît sous les philippiques des sociologues critiques, désormais omniprésents et omnipotents. Le sociologue post-68 a pour mission de dénoncer, dénoncer encore, dénoncer toujours les rapports de domination, les discours mystificateurs, les illusions d'une action culturelle ou socio-culturelle reproduisant inéluctablement les inégalités fondamentales.

Il n'est pas facile, en cette période tourmentée de remise en question, d'établir une classification des principales tendances en fonction de notre thème directeur, à savoir les relations entre les mouvements d'éducation populaire et les sciences sociales par le canal d'un acteur. Trois courants principaux peuvent être repérés.

- Tout d'abord, la tendance fonctionnaliste du développement culturel dans le cadre de la planification est toujours prégnante. Le Ve Plan s'étend de 1966 à 1970, le VIe de 1970 à 1974. En ce qui concerne les réalisations, le IVe Plan avait atteint ses objectifs car il coïncidait avec l'exécution de la loi-programme dite d'équipement sportif et socio-éducatif. Cette loi obligeait le Ministre des Finances à prendre en charge les dépenses inscrites dans le texte voté par le Parlement. Mais, d'ores et déjà, les équipements prévus par le Ministère des Affaires Culturelles, notamment les Maisons de la Culture, n'ont pas été totalement réalisés. Au cours du Ve Plan, les retards sont encore plus importants. Par ailleurs, à la suite des événements de Mai, des administrations changent de doctrine. Au Ministère de la Jeunesse et des Sports, les Maisons des Jeunes et de la Culture avaient été particulièrement favorisées en disposant d'une subvention de 600 millions d'anciens francs sur trois milliards.

La direction des M.J.C. est maintenant accusée d'être politisée, et le nouveau ministre, Missoffe, lance une vaste consultation des jeunes sous forme d'un Livre Blanc destiné à recueillir leurs principales revendications, avec l'aide d'une société d'organisation. Malgré ses aléas, la réflexion sur le développement culturel a toujours ses partisans à Peuple et Culture, et, passé le Ve Plan, l'étude du VIe est amorcée. Son principal théoricien demeure Joffre Dumazedier. Certes, il reconnaît que les travaux de prévision n'ont pas tenu suffisamment compte du caractère conflictuel de la société post-industrielle, mais il fustige ceux qui mettent en doute la nécessité de la prévision et, par-delà, l'utilité de la sociologie comme science décisionnelle. En premier lieu, les événements de 1968 n'ont eu, dit-il, que peu d'incidence sur "la civilisation des loisirs" qui continue à prospérer dans les faits et dans les esprits. D'autre part, la nécessité de prévoir demeure inéluctable, car les événements politiques, dit-il encore, n'ont que très peu d'influence sur les politiques d'aménagement et d'équipement. Les sciences sociales peuvent contribuer à réduire les incertitudes dans l'utilisation d'équipements qui, à la fois, doivent être plus ouverts sur l'école et l'université, et plus adaptés aux publics en situation de marginalité sociale. Par ailleurs, il est important de détecter les grandes tendances qui conditionnent les contenus culturels dans les domaines de la création culturelle et des télécommunications. La sociologie doit permettre de répondre à des questions-clés : quelle est la meilleure affectation du temps libre ? Quels publics sont prioritaires ? Quels types de congés ? Cette conception est soutenue par la majorité qui a repris en mains les rênes de Peuple et Culture, à la suite de la crise de 1967, annonciatrice des bouleversements de Mai, l'année suivante. Sur le plan politique, cette option se traduit par la revendication d'un Conseil National du Développement Culturel, disposant d'un centre de recherche susceptible d'apporter un appui scientifique aux décisions.

- Mais la commission "Sciences sociales" de Peuple et Culture est en proie à des contradictions internes qui s'affirmeront fortement au cours de l'université d'été de Grenoble, en juillet 1968, puis se formaliseront en suivant essentiellement la pensée de Louis Althusser et sa critique de "l'appareil idéologique d'Etat". Pour Althusser, l'appareil d'Etat se divise en deux corps principaux :

- . l'un, répressif : armée - police - justice ;
- . l'autre, idéologique : école - culture - information - religion.

Ces appareils ont pour fonction de produire "l'idéologie du consentement" qui conduit les individus à s'insérer dans la place qui leur est assignée dans les rapports de production, accomplissant les tâches et les

rôles ainsi attribués, assurant chaque jour la reproduction des rapports de production. L'influence d'Althusser est déterminante, et bientôt les sociologues, s'intitulant eux-mêmes "sociologues critiques", n'en finiront pas de dévoiler les rapports de domination au sein de l'Etat, des institutions culturelles, et même des associations. Situation d'autant plus difficile à assumer pour Peuple et Culture que, dans la période précédente, ses dirigeants avaient été très présents dans les centres de décision pour mettre en place les organismes de cogestion au nom de la participation gaullienne. Assez curieusement, les sociologues critiques n'ont pas produit d'écrits majeurs. L'essentiel de leur pensée a été résumé par un critique d'art venu aux sciences sociales par des voies détournées ; il produisit un petit ouvrage en forme de pamphlet qui aura une grande influence dans les milieux de l'animation. Action culturelle : intégration ou subversion ? questionne Gaudibert. Après une analyse fort documentée des principaux philosophes contestataires avant la lettre, et une description détaillée des politiques culturelles des partis de gauche, Gaudibert conclut (ou plutôt ne conclut pas) à l'aide de citations de Maïakovski et Mao Tsé Toung. Faut-il y voir une absence de perspective, ou bien une perplexité à tracer les voies révolutionnaires du quotidien ?

- Troisième tendance : à partir des années 70, c'est le retour de l'acteur dans le champ de la connaissance. Les anthropologues valorisent la notion de pensée sociale faite à la fois de valeurs, de pratiques, de théories implicites, la part "idéelle du réel". Les sociologues réhabilitent l'histoire de vie et l'expérience humaine porteuse de régularités sociologiques. Les psychologues réhabilitent la "pensée naturelle" liée à l'action. C'est le renouveau de l'éducation populaire : l'action est génératrice de connaissances spécifiques qu'il convient de formaliser et de valoriser.

Au cours de cette époque passablement tourmentée au cours de laquelle beaucoup d'institutions ont sombré, j'ai partagé mon temps entre l'association Peuple et Culture en proie aux étranges fruits issus des fleurs de Mai décrits ci-dessus et le Ministère de l'Agriculture où je suis détaché depuis 1966 au sein de l'équipe du Groupe de Recherche pour l'Education et la Promotion (GREP), puis de l'Institut National de Promotion Supérieure Agricole (INPSA) pour assurer la mise en place d'une politique d'animation rurale et de formation professionnelle des agriculteurs. Professionnellement, j'enseigne à l'INPSA, institution contestée dès sa naissance par les partisans de l'ordre moral, et je travaille au Ministère où je suis associé très directement à l'élaboration des politiques publiques. Autrement dit, entre la contestation et l'établissement... Position qui aurait pu avoir des inconvénients, mais qui m'a permis, placé au

cœur de la dialectique sociale, de bénéficier de l'appui discret, mais combien efficace, du réseau de l'éducation populaire, quelquefois des anciens d'Uriage, qui avaient essaimé dans les centres de décision de l'Etat et des organisations sociales. N'ayant pas été habité par la "grande peur" des nuits de Mai, ils ont su, opportunément, assumer les initiatives porteuses de nouveaux modèles d'actions. Des personnes, ne défrayant pas la chronique, mais que dans d'autres temps on eût appelé des chevaliers ou des connétables, ont été capables d'intégrer les éclairs de Mai 1968 en fonction des valeurs inaliénables de la tradition. L'histoire, un jour, méritera d'être contée...

Sur le plan intellectuel, outre des articles, dans *Education Permanente*, les *Cahiers de l'Animation*, *Connexions*, et des communications internationales qui me permettent de participer aux débats d'idées particulièrement tumultueux en ces années charnières, je consacre l'essentiel de mes énergies intellectuelles à la rédaction de *L'Entraînement Mental* qui paraîtra en 1975 et sera huit fois réédité. Comme Michelet dans sa préface à *L'Histoire de France*, je peux dire immodestement "Mon livre m'a créé. C'est moi qui fut son oeuvre. Ce fils a fait son père. S'il est sorti de moi, de mon orage (trouble encore) de jeunesse, il m'a rendu bien plus encore en force et en lumière"...

L'Entraînement Mental est issu d'une longue réflexion conduisant à la recherche d'une identité intellectuelle. Un cheminement autodidactique possède d'indiscutables avantages : les connaissances sont intégrées à un univers riche d'expériences auxquelles elles ajoutent des références et, par-delà, leur confèrent une solidité intrinsèque. Lorsque, pour la première fois, en 1946, au cours d'une randonnée, j'ai entendu un étudiant nous parler du mythe de la caverne, j'ai eu comme un éblouissement qui m'a conduit à dévorer les oeuvres philosophiques de Platon et à y puiser les références inaliénables du Banquet et de la République. Mais, par ailleurs, la route d'un relatif autodidacte est cahotante, dévoratrice d'elle-même, faite d'enthousiasme et d'opportunités laissant des vides béants. En 1970, j'ai commencé à rédiger *L'Entraînement Mental* pour des raisons d'opportunité. La non-directivité n'avait plus les alentours rassurants de Rogers, mais laissait place à des apprentis-sorciers, destructeurs des institutions les plus fragiles, notamment les associations et les instituts de travailleurs sociaux. Il fallait élaborer une doctrine pour concilier l'apport du groupe et l'acquisition de cadres intellectuels généraux sans lesquels l'expérience dégénère en routine, les idéologies en stéréotypes, les opinions en préjugés. Il m'est alors apparu nécessaire de formaliser vingt-cinq années de travaux, d'écrits, d'analyses de pratiques effectués

par les militants dans le cadre de Peuple et Culture. Il s'agissait de l'une des voies possibles pour éviter que le secteur de l'éducation populaire et son enfant institutionnalisé, l'animation socio-culturelle, ne sombre, tel le héros de Ionesco, dans le néant des mots face aux chaises vides. Entreprise difficile, dont je ne soupçonnais pas la difficulté au départ et qui m'a conduit à la confrontation solitaire avec des oeuvres fortes. En particulier, Lefebvre, Gramsci, Bachelard, Sartre, m'ont puissamment aidé à percevoir la dialectique, non pas comme un procédé mécanique de pensée, mais comme une catégorie mentale susceptible de revêtir des acceptions différentes en fonction du cadre philosphique de référence. En écrivant *L'Entraînement Mental*, j'ai mieux perçu les limites de la rationalité issue des sciences humaines qui, jusqu'ici, m'avaient outrageusement fasciné et dans lesquelles je cherchais vainement une inspiration directrice. L'ouvrage n'a apparemment pas cette ambition. Il a simplement pour objectif avoué d'initier à des procédés de pensée, exactement comme le compagnon initie l'apprenti à des "tours de main" professionnels. Mais il n'est pas d'ouvrage sur les procédés de la pensée sans réflexion sur les mystères de celle-ci. Et, au détour des pages, une secrète espérance est d'avoir conduit le lecteur à effectuer lui-même sa propre synthèse aux confins des méthodes d'action, des sciences humaines et de la philosophie...

1975... A toutes les étapes les pages se tournent. Peu à peu le lobby d'Uriage quitte les allées du pouvoir. L'arrivée du président Giscard d'Estaing sonne définitivement le glas d'une politique culturelle orientée et soutenue par l'Etat. Mais le vote de la loi de 1971 a permis la création d'un réseau d'institutions de formation d'adultes dont la responsabilité est le plus souvent assumée par les militants des associations d'éducation populaire. L'équipe fondatrice de Peuple et Culture laisse place à une nouvelle direction qui donne avec vigueur le primat aux régions et au réalisme gestionnaire. De mon côté, je me consacre exclusivement à l'institutionnalisation de l'utopie, autrement dit à la mise en place des centres publics de formation professionnelle et de promotion agricole. En même temps, au fil des études et recherches conduites par le département Education Permanente de l'INPSA, je prépare une thèse d'Etat. Sera-t-il possible, fidèle en cela à la thématique des universités d'été de "Peuple et Culture" de concilier l'apport de la recherche émanant de la communauté scientifique, le savoir issu des pratiques sociales et laisser une libre expression aux couches obscures du psychisme où naissent les sentiments et les émotions pour rendre compte des situations difficilement analysables par les méthodes des sciences sociales. Après tout, dès

le XIIe siècle, Abélard avait construit une nouvelle théorie de la connaissance, hors des cénacles consacrés et de l'espace culturel de son temps, quelque part sur les rives de l'Arduzon, dans un campus insolite fait de huttes et de roseaux... Mais comme dit le conteur, ceci est une autre histoire !...

Jean-François Chosson

*Maître de Conférence
Président de Peuple et Culture
Avril 1990*

Notes

(1) Depuis l'Assemblée Générale des 16 et 17 décembre 1989

Bibliographie

- AMIOT (M.).- *Contre l'Etat, les sociologues.*- Paris : Editions EHSS, 1986.
- CACERES (B.).- *Histoire de l'Education Populaire.*- Paris : Ed. du Seuil, 1964.
- CHOSSON (J.F.).- *L'Entraînement Mental.*- Paris : Ed. du Seuil, 1975. (première édition)
L'institutionnalisation de l'utopie, (1965-1985), Thèse d'Etat - Université de Toulouse le Mirail, 1987.
- COLLECTIF.- *Le développement des sciences sociales en France.*- Paris : Ed. du CNRS, 1983.
- COLLECTIF.- *Historiens et sociologues aujourd'hui.*- Paris : Ed. du CNRS, 1983.
- DUMAZEDIER (J.).- *Vers une civilisation du Loisir ?.*- Paris : Ed. du Seuil, 1965.
- DUMAZEDIER (J.).- *Loisir et culture.*- Paris : Ed. du Seuil, 1966.
ESPRIT, Les militants d'origine chrétienne, n° spécial, Avril-Mai 1977
L'idéologie française, n° spécial, Mai 1981.
- GAUDIBERT (P.).- *Action culturelle - Intégration et/ou subversion.*- Paris : Casterman, 1972 et 1977.
- GAUDIBERT (P.).- *Du culturel au sacré.*- Paris : Casterman, 1981.
- GILBERT (C.), SAEZ (G.).- *L'Etat sans qualité.*- Paris : P.U.F., 1982.
- POUJOL (G.).- *Profession : animateur.*- Editions Privat, Coll. Pratiques sociales, 1989.
- ROVAN (J.).- *Une idée neuve, la démocratie.*- Paris : Ed. du Seuil, 1961.
- TERROT (N.).- *Histoire de l'Education des Adultes en France.*- Paris : Ed. Edilig, 1983.